

# Sécurité collective – désarmement :

## la nouvelle place des Balkans.

Dans cette dernière décennie, les conflits infra-étatiques qui ont ensanglanté les pays des Balkans ont mis au premier plan la question de l'arrêt de ces combats, du rétablissement de la paix, de la consolidation de celle-ci. Pour les mouvement de paix, la priorité a été aux coopérations visant à soutenir les démocrates, les pacifistes qui oeuvraient pour la réconciliation, la tolérance, la démocratie.

Le but de cette étude courte et très sommaire est de poser la question de l'arrivée peut-être d'un nouveau stade de relations entre mouvements français, de l'Union Européenne et société civile des Balkans à la lumière des événements des derniers mois, notamment pendant les débats liés à la préparation de la guerre américaine en Irak. Les gouvernements des pays de cette zone ont pour la plupart soutenu la position américaine, en lien avec leurs préoccupations d'adhésion à l'OTAN et à l'Union Européenne. Leurs opinions publiques se sont manifestées contre la guerre, sur un sujet international, hors de leurs préoccupations nationales immédiates et ce, souvent, pour la première fois depuis les années 1990. La question de nouvelles coopérations sur les questions de désarmement, de sécurité commune dans le cadre du renforcement d'une Culture de la Paix à l'échelle internationale me semblent posées.

### 1. De nouveaux rapports à l'OTAN et à l'Union Européenne :

Le premier constat est que trois de ces pays vont entrer dans l'OTAN en 2007 et que la majorité d'entre eux souhaitent y parvenir. Le second point est que la Slovénie va intégrer l'Union Européenne, que la Roumanie et la Bulgarie espèrent voir leurs candidatures acceptées en 2007. De ce fait, les Etats-Unis accordent plus d'importance aux pays de cette région : l'OTAN va ainsi aider la Pologne à commander un secteur militaire en Irak. L'Union Européenne, elle, fait de cette région, un champ d'expérience de sa Politique Étrangère et de sécurité commune et de sa capacité à remplacer les forces de l'OTAN.

#### 1. *Le point institutionnel : rappels succincts*

##### 1 Les initiatives de l'Union Européenne dans le cadre de la PESC :

L'Union Européenne a fait des Balkans un élément d'expérimentation de sa PESC (Politique Étrangère et de Sécurité commune) : plusieurs expériences vont lui permettre de « roder » des mécanismes de décision, la formation de forces communes pour la sécurité.

Une des premières missions de ce type est constituée par « *la Mission de Police de l'Union Européenne en Bosnie-et-Herzégovine (MPUE)* » (1). Celle-ci vise à remplacer le GIP (Groupe International de Police) des Nations-Unies en place depuis 1996. L'Union Européenne a commencé de se substituer à l'ONU à compter de ce 1er janvier 2003.

Cette force de police ne sera pas armée, le quartier-général sera basé à Sarajevo. Elle comptera 24 unités d'encadrement et environ 500 hommes. Pour mettre en place cette mission, l'Union Européenne a dû adopter ce qui est appelé une « *action commune* » (2) en date du 11 mars 2002.

La deuxième mission en cours, plus directement militaire, est l'installation depuis le 31 mars 2003, d'une force armée européenne, appelée « Eurofor », d'environ 380 soldats de 27 pays européens dont 170 français. Cette force européenne, commandée par le général français Pierre Maral, a pris le relais des 700 militaires de l'OTAN, envoyés en août 2001 pour mettre fin au conflit interne entre orthodoxes et musulmans.

Cette opération appelée « Concorde » a fait elle aussi l'objet d'une décision d'« *action commune* » PESC prise le 27 janvier 2003 (3). Cette « première » sur le plan militaire est considérée par beaucoup de dirigeants européens comme un test de la capacité de l'Europe à mettre en place la PESC et à assumer, en tant que telle, ce type d'opération. « Concorde » constitue aussi un test de coopération avec l'OTAN, puisque cette force européenne utilise les moyens et capacités de l'OTAN et l'état-major d'opération de l'U.E est situé au quartier général suprême des forces alliées en Europe, le SHAPE. Il est à noter que la passation de pouvoirs et les accords de coopération UE/OTAN se sont effectués sans problème en pleine crise irakienne...

1 *Journal Officiel* n° L293 du 29/12/2002, p 0002-0004 – site internet : Eur-Lex

2 Article 14 du Traité de l'UE de Nice – Une « *action commune* » nécessite l'accord de tous les Etats membres. C'est pour éviter ce processus administratif très lourd et contraignant que des pays comme la France et l'Allemagne souhaitent la possibilité de décisions à la majorité avec des « *abstentions constructives* » aussi en matière de PESC et de PESD.

3 *Action commune PESC 2003/92/PESC*

Cette opération est le prélude à une autre initiative beaucoup plus conséquente qui consistera dans le remplacement des forces de l'OTAN séjournant en Bosnie-Herzégovine par, là aussi, une force européenne. La proposition officielle a été faite par les ministres des Affaires étrangères français et britannique le 24 février, à Bruxelles. Le maintien de la paix en Bosnie étant actuellement assuré par 12.000 soldats de l'Alliance, leur relève par des militaires de l'UE représenterait donc la plus importante mission de la défense européenne. Cette relève s'effectuerait début 2004 mais là encore en étroite collaboration avec l'OTAN.

Ces trois opérations illustrent le fait qu'une politique étrangère européenne se construit en fait par des actes concrets, alors que le débat de fond sur la PESC n'a pas vraiment eu lieu même dans le cadre de la Convention animée par Giscard d'Estaing. L'opinion publique est de fait tenue à l'écart des décisions prises qui crée progressivement une « carcasse » de politique étrangère et de défense européenne. Celle-ci est illustrée ainsi par une volonté existant dans les cercles dirigeants de l'UE d'exercer une influence directe progressive, voire d'être présent sur le terrain militaire dans toutes les « marches » de l'Union, c'est-à-dire les territoires qui feront un jour partie de l'ensemble européen. Cette présence s'établit à travers les missions d'assistance, d'aide au maintien de la paix notamment. Une autre réflexion à en tirer est que ces initiatives se font toutes en coopération, voire sous le chapeau, de l'OTAN en termes de capacités et de commandement, là encore sans débat préalable. Ce fait rend très relatif le débat sur l'autonomie réelle d'une défense européenne aujourd'hui.

## 2 Tous dans l'OTAN ?

Sept pays, dont trois au moins sont classés dans la zone classique des Balkans – la Bulgarie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie – devraient adhérer à l'OTAN lors du prochain Sommet, qui se tiendra en mai 2004.

Ces sept pays ont été invités à adhérer à l'Alliance lors du Sommet de l'OTAN tenu à Prague en novembre 2002. De décembre 2002 à mars 2003, une série de réunions ont eu lieu entre l'OTAN et chacun des pays invités afin d'examiner et de confirmer officiellement leur désir, leur volonté et leur capacité de respecter les obligations et engagements politiques, juridiques et militaires liés au statut de membre de l'OTAN.

Le 26 mars 2003, les Ambassadeurs de l'OTAN ont signé les protocoles d'accession qui, une fois ratifiés par les 19 pays membres de l'OTAN, permettront aux pays invités de devenir parties au Traité de l'Atlantique Nord et membres de l'OTAN. L'ensemble du processus devrait être achevé pour mai 2004.

Un seul pays, la Slovénie, a posé la question de l'adhésion à l'OTAN, dans le même référendum que celui de l'adhésion à l'Union Européenne. 66 % ont voté Oui à l'adhésion à l'OTAN, 34 % ont dit Non. Ces chiffres indiquent l'existence d'une forte minorité exprimée d'opposition à l'entrée dans l'OTAN. Les résultats sont très différents avec l'adhésion à l'UE qui est très consensuelle : 89,6 % de Oui et seulement 10,4 % de Non.  
(<sup>4</sup>)

D'autres pays de la région aspirent officiellement à intégrer l'Alliance Atlantique : l'Albanie est le pays le plus actif.

## 2. La guerre d'Irak comme révélateur

Les pays des Balkans et de l'Europe du Sud-Est ont participé largement au débat sur l'intervention américaine en Irak. Plusieurs d'entre eux ont signé la fameuse déclaration de Vilnius, apportant leur soutien à la politique américaine. Les dix comprenaient notamment la Slovaquie, future membre de l'Union Européenne, la Roumanie et la Bulgarie dont la candidature est reportée à 2007, la Croatie, la Macédoine et l'Albanie. Bien que signataire de cette déclaration, la Croatie a adopté une position prudente : « *la Croatie aspire avant tout à une solution pacifique de la crise irakienne* », a déclaré le premier ministre Ivica Racan, fin février. (<sup>5</sup>)

Pour le ministre slovène des Affaires Étrangères, Dimitri Rupelj, « *le chemin de l'UE passe par les USA et l'OTAN* ». (<sup>6</sup>)

L'Albanie a été le pays dont le gouvernement et une large partie de la société civile ont le plus soutenu l'intervention américaine en Irak. Le Premier Ministre Fatos Nano l'a affirmé publiquement partout, en particulier dans le journal américain « *Boston Globe* » du 9 février 2003. Certains commentateurs expliquent que le sentiment pro-américain s'est renforcé en Albanie après l'intervention américaine au Kosovo. Certains opposants ajoutent, comme raison supplémentaire de cette américanophilie, l'espérance d'obtenir un soutien décisif des USA à l'entrée de l'Albanie dans l'OTAN et dans l'Union Européenne et de détourner l'attention de l'opinion publique internationale des problèmes de corruption et de criminalité organisée qui ternissent

4 Sasa Vidmajer – journal slovène Delo – 15/02/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.balkans.eu.org>

5 Persa Aligrudic – journal croate Novi List – 24/02/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.balkans.eu.org>

6 Sasa Vidmajer – journal slovène Delo – 15/02/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.balkans.eu.org>

l'image de l'Albanie. (7)

Le soutien albanais s'est exprimé par la décision d'envoyer un contingent de 70 commandos aux côtés des troupes américaines en Irak.

La Macédoine va elle aussi envoyer des troupes en Irak (8) : 40 membres des unités spéciales (les « Loups » et les « Scorpions »). Ces troupes seront du même genre que celles qui opèrent déjà en Afghanistan, connues sous le nom des « *Aigles des Carpates* ».

La Roumanie a décidé d'envoyer une force militaire de 278 hommes en Irak.

La Serbie (9) a été très prudente en cherchant à la fois à ménager les Etats-Unis dont ils souhaitent obtenir le soutien économique et politique et l'Union Européenne. Par contre, le premier ministre du Montenegro, Milo Djukanovic, a envoyé dès la mi-février, une lettre de soutien à Georges W. Bush, déclarant que Podgorica a « *toujours été un ami, un partenaire et un allié du peuple américain* ». Les dirigeants monténégrins estiment que l'Union Européenne fait obstacle à l'indépendance du Montenegro par rapport à la Serbie alors que les USA pourrait la soutenir, en échange d'une base militaire navale sur la côte du Montenegro.

Comment expliquer ce soutien officiel à la politique américaine ? Un universitaire bulgare (10) donne une explication intéressante. Pour lui, « *l'implication des États-Unis et de l'OTAN en Bosnie ont permis les accords de Dayton. La décision de l'administration Clinton de soutenir l'élargissement à l'Est de l'OTAN fut une consolation au report de l'élargissement de l'UE. Les pays post-communistes ont compris que la seule manière réaliste de trouver une solution à leurs difficultés sécuritaires passait par les États-Unis et la communauté transatlantique.*

## **2. Le besoin de nouvelles coopérations entre les sociétés civiles :**

Le fait que les gouvernements des pays de la zone de l'Europe du Sud-Est entendent jouer un rôle international nouveau tant dans le cadre de l'Union Européenne que dans l'OTAN implique de nouveaux débats politiques à l'intérieur même des sociétés civiles de ces pays. Celles-ci se voient en quelque sorte, « *contraintes* » d'affronter de nouveau les grandes questions internationales : paix, guerre, sécurité, désarmement, multilatéralisme, Nations-Unies qu'il était parfois difficile d'aborder il y a quelques années. Dans le débat sur la guerre en Irak, on a assisté à ce début d'élargissement du débat.

### **1 Des manifestations pour la paix**

Les opinions publiques des pays de la zone balkanique ont montré plutôt une hostilité à la guerre en Irak, et donc souvent un désaccord avec leurs gouvernements.

Des manifestations pacifistes ont eu lieu le 15 février 2003 dans plusieurs capitales de pays des Balkans.

En Croatie, le refus de la guerre était net : 65,8 % sont opposés à une intervention militaire en Irak et 66,9 % au soutien de leur gouvernement aux Etats-Unis à travers la déclaration de Vilnius. (11) A Zagreb, une manifestation s'est déroulée sur la place centrale pour demander le retrait de la signature de la Croatie du texte de Vilnius. (12)

En Slovénie, 5 à 10 000 personnes ont défilé à Ljubljana pour une des plus grosses manifestations de la région avec la capitale hongroise Budapest. Un millier de Slovènes ont de nouveau défilé à Ljubljana le 29 mars pour protester contre la guerre en Irak et la politique de leur gouvernement jugée pro-américaine. Dans ce contexte de forte opposition à la guerre dans le pays, le gouvernement d'Anton Rop n'a pas répondu à une demande des Etats-Unis d'autoriser le transfert d'équipement américain militaire à travers la Slovénie. (13)

En Bulgarie, c'est le 20 mars, au lendemain de l'entrée en guerre des USA que plusieurs centaines de personnes ont manifesté dans le centre de Sofia. La protestation était organisée par des ONGs comme la fondation des Droits de la personne, le Centre International pour la question des minorités et l'interaction culturelle, la Fondation des juristes bulgares pour les droits de la personne et s'est terminée par un lâcher de ballons blancs portant l'inscription « *Arrêtez la guerre !* ». (14)

En Macédoine, selon les sondages Gallup, 70 % de l'opinion était contre la guerre. Le 15 février, trois

7 *Analyse du quotidien Korrieri, rapporté par l'Observatoire des Balkans – 21/02/2003 -traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>*

8 *Hristo Ivanovski – journal Dnevnik – 05/04/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>*

9 *Jan Briza – journal Dnevnik (Voïvodine) – 25/03/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>*

10 *Ognjan Mintchev – analyste politologue, professeur à l'Université de Sofia – Mediapool Sofia – 30/03/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>*

11 *Sondage de l'agence Puls – 15/02/2003*

12 *AFP, – 15/02/2003*

13 *Dépêche AFP – 29/03/2003*

14 *Greek Helsinki Monitor – 27/03/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>*

manifestations se sont déroulées à Skopje. Une première manifestation était organisée par le Mouvement antiglobalisation de la Macédoine, qui est un mouvement très anti-occident et anti-OTAN, flirtant avec l'extrême-droite. Un autre cortège avait été décidé par le Comité Helsinki de Macédoine sous le thème « *la guerre est la solution des incompetents* », sans banderoles et slogans. Le troisième cortège avait été organisé par le mouvement citoyen Action pour la Paix (Mirovna Akcija) et présenté comme une manifestation non-violente avec comme slogan : « *nous en avons assez de la guerre, nous avons assez des destructions, nous voulons leur abolition* ». Les manifestants étaient 200 au départ mais plus de mille devant l'ambassade américaine où certains ont déposé « l'aide humanitaire américaine » : des bouteilles de plastiques recouvertes de l'inscription « *pétrole* ». <sup>(15)</sup>

En Roumanie, aussi, le 15 février, plusieurs manifestations ont eu lieu <sup>(16)</sup>. Une centaine de personnes ont manifesté à Cluj, dans l'ouest de la Roumanie. La manifestation était organisée par l'Institut roumain pour l'action, l'éducation et la recherche au service de la paix (PATRIR).

Une autre manifestation a eu lieu sur Piata Universitatti, à Bucarest, contre « la politique servile du gouvernement actuel envers les Etats-Unis ». Le 20 mars, une centaine de pacifistes roumains et internationaux se sont rassemblés devant le Théâtre National de Bucarest au lendemain de l'attaque américaine <sup>(17)</sup>. Cette manifestation avait été appelée par un groupe de jeunes sur internet et par des tracts en ville.

En Serbie, seules quelques centaines de personnes ont manifesté le 15 février dans les rues de Belgrade malgré le ressentiment anti-américain très marqué depuis les bombardements américains de 1999.

## 2 Des pistes de coopérations

L'examen des manifestations contre la guerre en Irak montre que le débat est vif dans des pays comme la Slovénie qui a été moins touchée par les guerres et où le mouvement social reste actif. Dans les pays post-communistes comme la Roumanie ou la Bulgarie commencent à émerger des actions pour la paix menées par des associations nouvelles, liées aux luttes pour les droits de l'homme et la justice, qui renouvellent ainsi les vieilles associations liées aux régimes communistes et qui ont sombré avec ceux-ci. Des relations nouvelles ne sont-elles pas à nouer ?

Il y a certes beaucoup de travail et de réflexion commune à mener pour dégager les nouveaux terrains d'actions communs avec les opinions des « anciens » pays de l'Union Européenne. L'atout important est que les opinions de tous nos pays viennent de vivre une expérience commune inédite : celle du débat sur le futur des relations internationales. Quelle doit être notre « vision » commune du monde : un monde où prime le droit de la force ou un monde qui développerait la force du droit ? Cela fournit une base commune d'expériences donc d'échanges possible.

Le scepticisme régnant envers l'efficacité d'une politique européenne commune, l'attire vers la puissance américaine, n'ont-elles pas des limites ? L'universitaire bulgare, cité plus haut, amène, à ce sujet, une autre réflexion intéressante en écrivant dans le même article : « *Le multilatéralisme dans les relations internationales, dont les bases sont le partenariat et la responsabilité partagée entre États, reste une valeur de premier plan pour l'Europe de l'Est. C'est pourquoi l'unilatéralisme pratiqué par les États-Unis actuellement ne peut pas servir de plate-forme à un partenariat à long terme avec la « nouvelle » Europe, tout comme il ne pouvait pas le faire avec la « vieille » Europe.* » <sup>(18)</sup>

Beaucoup de ces pays ont eu, en effet, pendant la guerre froide la cruelle expérience du primat de la force militaire dans leurs relations au sein du bloc communiste : la mise en quarantaine de la Yougoslavie de Tito, les crises hongroise et tchécoslovaque en sont des souveirs cuisants. Cela risque peut-être de les faire réfléchir avant d'emboîter le pas à un unilatéralisme américain trop musclé même s'il présente un attrait économique et sécuritaire pour le court terme...

Il y a donc des espaces de réflexions qui peuvent s'ouvrir au niveau des opinions publiques pour réfléchir et agir. Quelle espace européen de fraternité, de liberté, de droits, de paix, voulons-nous construire avec tous les pays du continent ? Quelles priorités en terme de dépenses militaires, sociales, culturelles, éducatives ?

L'élargissement de l'OTAN et de l'Unio Européenne avancent à grands pas. Peut-être convient-il nous aussi de ne pas prendre de retard avec nos futurs partenaires....

15 Sources : Dejan Georgievski – Observatoire des Balkans – 17/02/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>

16 R.A – journal ZIUA – 15/02/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>

17 Raluca Balota – journal Curierul National – 21/03/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>

18 Ognyan Mintchev – analyste politologue, professeur à l'Université de Sofia – Mediapool Sofia – 30/03/2003 - traduit par le Courrier des Balkans – <http://www.bakans.eu.org>

Daniel Durand – 15 juin 2003

Institut de Documentation et de Recherches pour la Paix